

# **Quand et comment les plans et les conspirations de la Grande-Bretagne et du mouvement sioniste pour s'emparer de la Palestine ont-ils commencé (1840-1948) ? -**

par **Dr. Naila Al-Waari**

Londres – À commencer par le rôle de ses consulats à Jérusalem en 1839, les engagements de Palmerston en 1841 par lesquels la Grande-Bretagne s'engageait à réaliser le projet d'établir un foyer national pour les juifs en Palestine, le rôle du Comité technique en 1906, la Déclaration Balfour de 1917, l'occupation directe de la Palestine par la Grande-Bretagne, la promulgation du Mandat, l'adoption de l'Agence juive, la création de l'armée de la Haganah et l'autorisation de l'immigration juive.

Puis, en 1919, les services du cadastre furent fermés, la Banque ottomane fut dissoute et diverses pressions économiques furent exercées sur les Arabes de Palestine. En 1920, le ministère de l'Agriculture et le service du cadastre furent annexés à l'aile sioniste, et les lois foncières ottomanes furent modifiées afin de les mettre au service du foyer national juif. Ces modifications portèrent sur les lois d'expropriation, la loi de défense, la loi sur les villes, les travaux de colonisation, les listes de droits et de créances, l'inventaire des successions, le pillage des terres waqf, les accords de démarcation des frontières, l'annexion des sources d'eau, des lacs et des forêts, ainsi que sur la réattribution des terres de Jiftlik au nom du sultan Abdul Hamid II. Ce dernier avait inclus des terres menacées de confiscation au profit de l'État afin de les protéger du projet sioniste. Ces modifications inclurent également la modification de la classification des terres, le morcellement des terres communes, l'instauration d'une loi d'enregistrement minimal et la confiscation des terres palestiniennes avant même le prononcé des décisions de justice les concernant.

Tout cela ne suffisait pas, car le gouvernement britannique, durant le mandat, entreprit des actions extrêmement dangereuses en confisquant les principales voies d'eau ainsi que les ressources en eau et en minéraux, et en les confiant aux juifs sous forme de privilèges divers afin de leur garantir l'infrastructure nécessaire à l'établissement d'un foyer national. Le projet d'assèchement du lac Hula en est un exemple.

La British Society étudia les terres et les eaux de Palestine et conclut qu'il était possible d'irriguer ces terres si l'on parvenait à y acheminer l'eau depuis le nord. Ce fut l'un des premiers projets que le baron Rothschild envisagea avec enthousiasme, puisqu'il présenta en 1912 un projet d'assèchement du lac Hula afin d'y établir des colonies fertiles. La plupart d'entre nous connaissent l'histoire du projet d'assèchement du lac Hula, mené sous la supervision du Fonds national juif en 1948. Par la suite, on a prétendu que le lac était un marécage, un repaire de moustiques et d'insectes, et que les habitants du bassin du Hula étaient des tribus primitives atteintes de paludisme.

Les villageois furent déplacés par un massacre perpétré par l'armée de la Haganah, qui rassembla les hommes et les extermina. Les habitants fuyant la plaine du Hula, ainsi que les femmes, les personnes âgées et les enfants survivants, trouvèrent refuge près de Safed, avant d'être à nouveau déplacés vers le Liban et la Syrie.

À cela s'ajoutent les lois fiscales et douanières qui contribuèrent à appauvrir les paysans et à les pousser dans les bras des usuriers. Ces derniers s'emparèrent de leurs terres hypothéquées selon des plans infernaux visant à renforcer leur emprise sur la Palestine et son peuple, et à faire de la terre un fardeau pour ses propriétaires afin de faciliter leur expulsion. Le gouvernement a alors donné carte blanche à des monopoles financiers juifs, enregistrés sous des noms étrangers, pour piller la Palestine et instrumentaliser l'intérêt public au seul profit des juifs et de leurs colonies.

Quant à l'histoire des terres transférées aux juifs par des intermédiaires, des propriétaires terriens arabes libanais et syriens, et de grands propriétaires terriens palestiniens, j'y reviendrai plus en détail. Je tiens à préciser, pour la vérité historique, un fait important : un très petit nombre de Palestiniens, qu'ils soient propriétaires terriens, grands propriétaires terriens ou autres, ont participé, même modestement, à ce crime ou ont collaboré avec les sionistes. Voici quelques explications : premièrement, au début du projet sioniste et de son infiltration dans le pays, l'ignorance et le manque de sensibilisation à ce projet, qui, contrairement à ce que croyaient les plus pauvres et les plus naïfs, ne semblait pas menacer la patrie et la terre, ont été des facteurs déterminants. Deuxièmement, il y a eu une faiblesse de caractère, une soif de richesse et un manque de sentiment d'appartenance nationale. Parmi les autres raisons, on peut citer le fait que certains propriétaires terriens palestiniens cherchaient à améliorer et à moderniser l'agriculture et, faute de liquidités, ils ont eu recours à la vente d'une partie de leurs terres à cette fin.

Les médias sionistes se sont emparés de ces incidents, les exploitant pour publier des listes de familles ayant vendu leurs terres. Ils ont même exagéré les chiffres afin de minimiser le rôle de la Grande-Bretagne dans la destruction de l'économie palestinienne et la réforme du droit foncier et fiscal. La question de la vente des terres palestiniennes est devenue un sujet de conversation courant, au point que même les Arabes ont failli croire à cette invention injuste. Ils nous ont accusés de vendre nos terres. Pour clarifier les choses, les chiffres présentés par les sionistes concernant les terres achetées aux grands propriétaires terriens palestiniens indiquent que la superficie totale acquise par les juifs s'élevait à 261 000 dunams, soit moins de 1% de la superficie de la Palestine.

Ce chiffre ne représente que les contributions des propriétaires absents et des Palestiniens. La dure réalité réside dans les terres des agriculteurs qui ont été transférées par le biais de banques et de sociétés, via des prêts et des hypothèques agricoles, après la fermeture par les autorités britanniques de la Banque agricole ottomane (qui prêtait aux agriculteurs palestiniens à des taux d'intérêt bas) en 1920, en accord avec l'Agence juive. Après la fermeture de la centrale nucléaire, la Grande-Bretagne s'est employée à appauvrir les paysans palestiniens en augmentant les impôts, en les empêchant de vendre leurs récoltes ou d'importer des produits similaires, et en utilisant d'autres méthodes oppressives.

Ces mesures ont contraint les paysans palestiniens à se tourner vers des intermédiaires et des usuriers juifs qui les guettaient. Pris au piège, incapable de rembourser ses dettes, le paysan palestinien s'est vu confisquer ses terres par les usuriers, le forçant à quitter son foyer. La Société sioniste de développement foncier a ainsi réussi à s'emparer d'environ 500 000 dunams de terres palestiniennes arabes grâce à des prêts usuraires. Sur ces terres, confisquées aux paysans pauvres et arrachées de force, des colonies juives ont été établies en 1935, dans le cadre de la plus vaste opération de remplacement et de répartition stratégique d'immigrants juifs, touchant plus de 186 villages à travers la Palestine.

source : [The Intel Drop](#) via [Marie-Claire Tellier](#)